



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pouvoir d'achat

Question écrite n° 38904

Texte de la question

M. Patrick Hetzel attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'ensemble de la politique gouvernementale en matière de pouvoir d'achat de nos concitoyens. En effet, plus de la moitié (56 %) des Français ont dû puiser dans leur épargne pour couvrir leurs dépenses mensuelles entre juillet 2012 et juillet 2013, indique une étude récente Ipsos mori pour la société de garantie financière Genworth. Les sommes prélevées ont atteint en moyenne plus de 200 euros chaque mois pour 19 % des personnes interrogées. Les retraits ont été plus fréquents chez les 25-34 ans (64 % d'entre eux ont recouru à leur épargne) et chez les 35-44 ans (62 %). En outre, près de la moitié des personnes interrogées (47 %) estiment avoir subi une baisse ponctuelle de leurs revenus au cours des 12 derniers mois, notamment chez les 55-75 ans. Hormis les hausses d'impôts, les principales raisons évoquées pour cette perte de revenus sont "le licenciement et le départ en retraite", un "arrêt de travail pour raison de santé" et une "baisse de salaire". En sus de l'utilisation de leur épargne, plus d'un tiers (38 %) des personnes interrogées ont utilisé un crédit sous quelque forme que ce soit (carte de crédit, prêt d'une société financière, paiements par versements...). Près d'une personne interrogée sur cinq (17 %) a ainsi déclaré avoir utilisé le découvert autorisé par sa banque entre les mois de juillet 2012 et juillet 2013. Enfin, si la nouvelle législation permet aujourd'hui d'utiliser plus largement l'argent économisé via un plan d'épargne d'entreprise, seulement 28 % des sondés disposent de ce type d'épargne, indique l'étude. Parmi ceux qui en bénéficient, 45 % ont la ferme intention d'effectuer des retraits d'ici la fin 2013 et 22 % envisagent même de retirer la totalité de l'argent disponible sur leur plan avant la fin de l'année. Il souhaite donc savoir ce qu'il compte entreprendre afin de redonner du pouvoir d'achat à nos concitoyens plutôt que de se concentrer exclusivement sur son matraquage fiscal.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Hetzel](#)

Circonscription : Bas-Rhin (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 38904

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er octobre 2013](#), page 10277